



Laboratorio per la Sinistra

Lettre ouverte sur l'échec des négociations avec l'UE

L'échec des négociations sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne est une source de grande inquiétude pour nous, citoyen-ne-s européen-ne-s vivant en Suisse et engagé-e-s dans la protection et la promotion des droits des migrant-e-s. Nous avons suivi le débat au sein de la gauche politique et syndicale ces dernières années, et bien que nous ayons des histoires et des positions diverses dans notre « laboratorio », nous sommes tous d'accord pour dire qu'il aurait été important de tout faire pour atteindre le bon compromis et conclure un accord qui permette de renforcer et de développer les relations entre la Suisse et l'Union européenne.

En particulier, nous aurions attendu une position forte en faveur de la directive sur la citoyenneté européenne de la part des partis de gauche et des syndicats et organisations sociales avec lesquels nous avons partagé l'engagement contre les initiatives xénophobes et pour les droits des migrant-e-s ces dernières années. En fait, un point de vue différent a émergé entre l'UE et la Suisse sur la question de la libre circulation. Pour l'Europe, la liberté de circulation est une liberté fondamentale qui s'applique à tous les citoyen-ne-s européen-ne-s ; pour Berne, elle ne s'applique qu'à celles et ceux qui déménagent ou s'installent dans un autre pays pour des raisons professionnelles. Nous avons d'une part la libre circulation des personnes et d'autre part la libre circulation des travailleuses et travailleurs. La position explicitement formulée par le Conseil fédéral en matière de politique migratoire nous ramène des décennies en arrière, à l'époque de la célèbre phrase de Max Frisch « Nous avons appelé des travailleurs, les gens sont venus ».

C'est précisément dans ce moment difficile, où de nombreux citoyen-ne-s étranger-e-s ne s'adressent pas à l'aide sociale par crainte de perdre leur droit de séjour acquis, même en cas d'extrême urgence, que la directive sur la citoyenneté européenne fournirait les instruments appropriés pour protéger leurs droits et freiner le racisme institutionnel ou l'utilitarisme néolibéral de la droite populiste ou libérale autoproclamée. De nombreuses forces politiques et sociales s'opposent à une telle directive par crainte d'une pression exercée par les citoyen-ne-s européen-ne-s sur l'aide sociale suisse, et il est étonnant que même l'Union syndicale suisse s'y oppose de manière inacceptable. Or, de nombreuses études montrent que ce danger n'est pas fondé : la directive européenne n'entraînerait guère une augmentation des dépenses sociales (voir : <https://www.avenir-suisse.ch/fr/directive-citoyennete%e2%80%af-pas-dexplosion-de-laide-sociale-en-vue/>).

Dans ce contexte, il aurait été nécessaire que les forces politiques, syndicales et sociales progressistes proposent une autre idée de la société, centrée sur la reconnaissance de l'universalité des droits des personnes, indépendamment de leur nationalité et de leur statut professionnel. Ne pas le faire, et donc contredire des décennies de revendications, refuser la tâche de représenter les intérêts et les besoins des migrant-e-s européen-ne-s, et au contraire se retrancher dans le refus de rechercher un compromis qui aurait rendu possible la signature de l'accord-cadre, est une grande responsabilité que les partis de gauche et les syndicats ont prise sur eux.

Il est maintenant nécessaire de changer de cap.



Laboratorio per la Sinistra

En tant que personnes issues de la migration et engagées dans les syndicats, partis et associations suisses, nous appelons à un changement de stratégie sur l'ensemble du front progressiste. Nous avons choisi de vivre dans une Suisse interculturelle, ouverte sur le monde, intégrée à l'Europe et tournée vers l'avenir. Nous n'aurions pas voulu nous retrouver dans un pays qui se referme sur lui-même. Les travailleuses et citoyens immigré-e-s doivent avoir accès aux prestations sociales sans discrimination et ne doivent pas devenir la cible constante des campagnes populistes. L'immigration a joué et continue de jouer un rôle décisif dans la construction de la Suisse d'aujourd'hui, et ce rôle doit être reconnu non seulement par des mots mais aussi par des initiatives politiques cohérentes.

Nous nous battons avec tous les moyens démocratiques à notre disposition, en sensibilisant la deuxième génération et les double-nationaux, en discutant avec nos collègues suisses, les partis politiques et les acteurs sociaux, en intervenant dans le débat public et dans les médias pour que le processus de construction d'une société inclusive soit relancé, en élargissant les droits et les espaces de participation pour que toutes et tous puissent vivre sur un pied d'égalité sur le sol suisse.

Nous demandons également aux forces politiques et sociales européennes, ainsi qu'aux institutions des pays dont nous sommes issus, de s'engager à protéger les droits de leurs citoyennes et citoyens en les plaçant au cœur des relations entre la Suisse et l'Union Européenne.

Cesidio Celidonio
Catia Porri
Guglielmo Bozzolini
Maurizio Nappa
Claudio Marsili
Roberto Cammarano